

<http://ugtg.org/~apache/spip.php?article1068>



Carburants : NON à la hausse dictée par la SARA & Penchard

!

- Actualité -



Date de mise en lignemercredi 2 septembre 2009

Date de parution2 septembre 2009

Copyright © UGTG.org - Tous droits réservés

La ministre des colonies, **Mme Marie-Luce PENCHARD**, est en *visite-éclair*, **an koudvan**, ce **mercredi 2 septembre 2009** pour annoncer non pas le respect et la mise en oeuvre des engagements pris par l'état lors de la signature du protocole de suspension de conflit du 4 mars 2009... mais une nouvelle hausse des prix des carburants !

Et ceci, alors même qu'un moins d'un an cinq rapports ont tous mis en lumière l'opacité du mécanisme de fixation des prix et l'impéritie - ou plutôt la complicité - des services de l'état, les dérives, vols (enrichissements sans cause) et trafics (Sent lisi apa Sent Lis) en tous genres pratiqués par la SARA !

La dernière charge en date nous vient du parlementaire **Louis-Joseph Manscour** (Déclaration faite le jeudi 23 juillet 2009 lors de la réunion commune de la commission des affaires économiques et de la commission des Finances, de l'économie générale et du contrôle budgétaire. A l'ordre du jour : Examen du rapport d'information de la mission d'information commune sur le prix des carburants dans les départements d'outre-mer) :

Dans le cadre du pré-rapport des inspections, le secrétaire d'État d'alors, M. Yves Jégo, avait évoqué « l'enrichissement sans cause des compagnies pétrolières », n'excluant pas « des actions judiciaires de l'État contre elles ».

La nouvelle secrétaire d'État à l'outre-mer, Mme Marie-Luce Penchard, a déclaré fort imprudemment, de mon point de vue, envisager une hausse des prix de l'essence, hausse qui pourrait avoisiner les vingt centimes d'euros par litre en Guyane. Pourtant le rapport de la mission des inspections soulignait que « les services de l'État sont incapables de justifier la base de calcul sur laquelle repose l'évaluation des prix ». Cinq mois après, ce constat est toujours valable, et on nous annonce une nouvelle hausse des prix ! La Secrétaire d'État nous informe du lancement d'une campagne d'explication qui suivra cette augmentation des prix. C'est dans l'ordre inverse qu'il faudrait procéder ! Je crains que cela ne nous expose à de nouvelles manifestations de mécontentement.

Pour rétablir la confiance, il est indispensable d'établir la transparence des prix, tout le reste n'est que balivernes. L'État prévoit d'affecter quarante-quatre millions d'euros pour combler le manque à gagner de la SARA, et ce alors même que règne l'opacité sur le mode de formation des prix. Cette contradiction, nos populations ne la comprennent pas. (Source : [Assemblée nationale](#))

Et pour le porte-parole du LKP, Elie DOMOTA, Marie-Luce PENCHARD n'est rien d'autre qu'une « *actionnaire de TOTAL* » ; en quelque sorte, un supplétif recruté, enrôlé, au pied levé par les békés esclavagistes et la SARA-TOTAL pour faire avaler à ses compatriotes indigènes les mauvais coups de l'état colonial et de sa multinationale mafieuse :

« A ce jour les négociations sont suspendues ; il n'y a aucune réponse. Nous attendons donc des réponses sur un certain nombre de points sur lesquels l'état a pris des engagements. Nous ne comprenons donc pas que Marie-Luce Penchard n'ait encore répondu à aucun des points posés et que la seule chose qui la préoccupe c'est d'augmenter l'essence ! Apparemment, elle est quasiment une actionnaire de TOTAL ! Car Mme Penchard ne travaille nullement pour les guadeloupéens, on ne sait même pas si elle travaille pour la France, mais visiblement, elle roule pour TOTAL !

*Il y a une réunion mercredi à 16H00 de **L'Observatoire des prix** à Basse-Terre. Cet observatoire des prix est quelque chose qui n'existe même plus en France, car ne servant à rien ; dont même le président de la mission parlementaire - M. Patrick Ollier - et Mme **Taubira Delanon** ont demandé la suppression. Cet Observatoire, qui n'existe curieusement que dans les colonies, ne sert qu'à entériner ce que les compagnies pétrolières ont décidé*

Carburants : NON à la hausse dictée par la SARA & Penchard !

comme prix ! Le préfet le réunit donc mercredi 2 septembre à la demande cette fois de Mme Penchard alors qu'il ne sert strictement à rien, sinon à valider une bonne fois pour toutes l'augmentation de l'essence au profit de TOTAL.

C'est pourquoi nous lançons un appel à tous les guadeloupéens a vinn pòté fos à **Basse-Terre Mercredi après midi à 15H00 devant la préfecture** de façon à dire à Man Penchard et au préfet que nous en avons assez de nous faire couillonner ! Et exiger le respect de l'ensemble des points et des engagements du protocole ; notamment la restitution de l'argent volé par la SARA et les compagnies pétrolières, au profit d'un fonds pour la formation des jeunes et pour le transport public en Guadeloupe ! Et dire que nous n'acceptons aucune augmentation de l'essence ! Il est hors de question que Mme Penchard vienne en Guadeloupe pour augmenter l'essence, alors que l'état et la SARA sont incapables de justifier la base de calcul et que plus de 60% du carburant est acheté tout raffiné ! »

Post-Scriptum

[Cliquez pour accéder au dossier complet sur le Prix des carburants](#)